

3 – CCAP	DCE
COMMUNE D'ORELLE, PLAN BOUCHET REHABILITATION DE LA STATION D'EPURATION DU CHALET CHINAL DONAT	Avril 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage :



Mairie d'Orelle : Chef-Lieu- 73140 ORELLE

Tél : 04.79.56.55.76

Maître d'œuvre



Alp'Epur

Le Guillot

73360 La Bauche

Tél : 04.79.25.34.50

alpepur@orange.fr - www.alpepur.fr

Sommaire

1	Objet de la consultation, dispositions générales	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Décomposition en tranches et lots	4
1.3	Maîtrise d'œuvre	4
1.4	Contrôle technique.....	4
1.5	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	4
1.6	Redressement ou liquidation judiciaire	4
2	Pièces constitutives du marché	4
3	Prix du marché.....	5
3.1	Caractéristiques des prix	5
3.2	Actualisation des prix	5
4	Clauses de financement et de sûreté	5
4.1	Garantie financière.....	5
4.2	Avance	6
5	Modalités de règlement des comptes.....	6
5.1	Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement	6
5.2	Approvisionnements	6
5.3	Tranches conditionnelles.....	6
5.4	Paiement des cotraitants et des sous-traitants	6
6	Délai d'exécution - Pénalités et Primes.....	7
6.1	Délai d'exécution des travaux	7
6.2	Prolongation du délai d'exécution	7
6.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance	7
6.4	Pénalité pour travail dissimulé	7
6.5	Autres pénalités spécifiques.....	7
7	Caractéristiques des matériaux et produits	8
7.1	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	8
7.2	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	8
8	Implantation des ouvrages.....	8
8.1	Piquetage général.....	8
8.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	8
9	Préparation et coordination des travaux	8
9.1	Période de préparation - programme d'exécution des travaux.....	8

9.2	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	9
9.3	Plan d'assurance qualité.....	9
9.4	Registre de chantier	9
10	Etudes d'exécution	9
11	Installation et organisation du chantier	9
11.1	Installations à réaliser par le titulaire.....	9
11.2	Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire	9
11.3	Emplacements mis à disposition pour déblais	9
12	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	10
12.1	Gestion des déchets de chantier.....	10
12.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
12.3	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	10
12.4	Documents à fournir après exécution.....	10
12.5	Travaux non prévus	10
13	Réception des travaux.....	11
13.1	Dispositions applicables à la réception	11
13.2	Réception partielle et prise de possession anticipée	11
13.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	11
14	Garanties et assurances	11
14.1	Délais de garantie	11
14.2	Garanties particulières	11
14.3	Assurances.....	11
15	Résiliation du marché.....	11
16	Règlement des litiges et langues.....	12
17	Dérogations	12

1 Objet de la consultation, dispositions générales

1.1 Objet du marché

Réhabilitation de la station d'épuration du restaurant d'altitude "Chalet Chinal Donat", à Plan bouchet, commune d'Orelle.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ci-joint.

1.2 Décomposition en tranches et lots

Le marché est constitué d'un lot unique et d'une tranche.

1.3 Maîtrise d'œuvre

Bureau d'Etudes Alp'Epur : 2 chemin du Guillot 73360 La Bauche

1.4 Contrôle technique

Sans objet.

1.5 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Sans objet.

1.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

2 Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le Bordereau des Prix Forfaitaire (B.P.F.)
- Le mémoire technique
- Les pièces complémentaires (plans)

3 Prix du marché

3.1 Caractéristiques des prix

Les prix sont forfaitaires.

Les prix sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations, la marge du mandataire, du titulaire ou du cotraitant, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix afférents au lot assigné au mandataire ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes du chantier.

3.2 Actualisation des prix

Dans le cas où la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des travaux du Marché serait postérieure de plus de 3 mois à la date limite de remise des offres, et en application de l'article 9.4.3 du code de la commande publique il sera appliqué aux prix la formule d'actualisation suivante :

Prix actualisé = Prix initial x (index date de début d'exécution - 3 mois) / (index date de fixation du prix dans l'offre)

L'index de référence est le TP10a. Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux - Base 2010. Il est publié à l'INSEE

Le TP10a à la date de fixation du prix dans l'offre (juin 2023) à prendre en compte sera celui du mois d'avril 2023 (à paraître courant juin 2023).

4 Clauses de financement et de sûreté

4.1 Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % (du montant TTC en prix révisés à chaque acompte) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. La retenue de garantie couvre la bonne exécution des prestations prévues au marché, l'exécution par le titulaire des obligations lui incombent durant la période de garantie ainsi que le recouvrement des sommes dont il peut être reconnu débiteur.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou dans les conditions prévues à l'article L2191-7 du Code de la Commande Publique.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie

la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Quelle que soit la formule retenue, la garantie est libérée à l'issue du délai de garantie sous réserve de l'exécution par le titulaire des obligations lui incombant durant cette période, dans les conditions définies à l'article L2191-7 du code de la Commande Publique.

4.2 Avance

Le Maître d'Ouvrage retient l'option B du CCAG travaux, article 10.1.

En application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie, s'il en fait la demande, d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus par l'article R. 2191-7 du code de la commande publique .

La durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

5 Modalités de règlement des comptes

5.1 Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Elles sont donc envoyées au maître d'œuvre. Les acomptes seront réglés mensuellement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception, chez le maître d'oeuvre (l'accusé de réception faisant foi), des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

5.2 Approvisionnements

Sans objet.

5.3 Tranches conditionnelles

Sans objet.

5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants directs :
 - Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le

titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
 - En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

6 Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

6.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel, au moins un des phénomènes naturels ci-après, dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène Intensité limite et Durée

Neige 15cm / jour

Pluie 10 mm/jour

Gel -5°C à 9h00

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : **St Michel de Maurienne**

6.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance

Concernant les pénalités journalières de retard, et par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G.-Travaux, une pénalité journalière de 1/1000ème du montant initial du marché sera appliquée en cas de dépassement du délai d'exécution fixé dans l'acte d'engagement.

6.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

6.5 Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire hors taxe fixée à 300,00 euros par absence.

7 Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le C.C.T.P.

7.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.A.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : Alp'Epur.

8 Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

8.1 Piquetage général

Le piquetage général est à la charge de l'entreprise. Il sera effectué contradictoirement, suivant le degré de précision indiqué au C.C.T.P., dans les conditions de l'article 27.23 du C.C.A.G.

8.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages dans les conditions de l'article 27.3 du C.C.A.G. Travaux.

Avant le début des travaux, chaque titulaire concerné doit prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles, 10 jours avant le début des travaux.

9 Préparation et coordination des travaux

9.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Le délai de la période de préparation est fixé 30 jours.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.

- Etablissement et remise au maître d'oeuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.2 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-après.
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) simplifié prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris co-traitants et sous-traitants). Ces plans simplifiés doivent être remis au Maître d'Œuvre dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- Etude géotechnique

9.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

9.3 Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10 Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.14 du C.C.A.G.

11 Installation et organisation du chantier

11.1 Installations à réaliser par le titulaire

En référence à l'article 31.1 du CCAG travaux, l'entreprise devra se procurer à ses frais les surfaces nécessaires à son installation de chantier. Il prendra également en charge tous ses besoins en eau et énergie pour toute la durée du chantier.

11.2 Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

Sans objet.

11.3 Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet

12 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G., sans préjudice d'une pénalité de 150,00 Euros par jour de retard.

12.3 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Dans le cadre du contrôle extérieur, le maître d'œuvre pourra être amené à réaliser des contrôles topographiques sur les ouvrages en cours de réalisation.

Un bureau de contrôle et essais sur les réseaux sera nommé par le maître d'ouvrage.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables à ces essais.

L'entreprise devra exécuter ses propres contrôles pour garantir la bonne exécution des travaux (topographique notamment).

La réalisation d'une mission d'assistance géotechnique de type G3 "Etude et suivi géotechnique d'exécution" au sens de la norme NFp94-500, en phase travaux, à la charge de l'Entreprise, est prévue au marché.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

12.4 Documents à fournir après exécution

Les documents à remettre au Maître d'Ouvrage sont conformes à ceux décrits à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

L'entreprise devra fournir au maître d'ouvrage le dossier des ouvrages exécutés en 3 exemplaires dont 1 reproductible.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction et de diffusion des documents.

12.5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

13 Réception des travaux

13.1 Dispositions applicables à la réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

Conformément à l'article 12.4 du présent C.C.A.P., l'Entrepreneur est tenu de remettre au Maître d'Œuvre, lors de la réception des travaux, le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E).

Par dérogation à l'article 19.3 du C.C.A.G. Travaux, en cas de non conformité du D.O.E. ou de retard dans la remise de ce document par l'Entrepreneur, une pénalité égale à cents (100) euros H.T. par jour de retard sera opérée.

La réception sera prononcée sous réserve de la conformité des rejets, dans le cadre d'un contrôle par bilan de pollution 24h entrée / sortie de la station d'épuration, sur les paramètres DBO5, DCO, MEST., en période de pointe, conformément aux dispositions de l'article 41.4 du CCAG.

La période pointe correspond aux vacances scolaires de Noël, ou aux vacances scolaires d'hiver. Le bilan de réception des travaux sera réalisé en février ou mars 2025, en période de congés scolaires.

Si les résultats du bilan ne sont pas conformes aux prescriptions fixées au CCTP, la réception sera retirée.

L'Entreprise procédera alors aux modifications nécessaires et fera réaliser à ses frais par un bureau de contrôle mandaté par le Maître d'Ouvrage un nouveau bilan 24h en période de pointe. En cas de nouvelle non-conformité, une pénalité de 1000 €HT sera appliquée à l'Entreprise, et un nouveau bilan 24h devra être réalisé à ses frais, jusqu'à obtention de résultats conformes.

13.2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Il n'est pas prévu de réception partielle des ouvrages.

13.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

14 Garanties et assurances

14.1 Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

14.2 Garanties particulières

Sans objet

14.3 Assurances

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire des contrats d'assurances prévus à l'article 8.1. (Assurance de responsabilité civile professionnelle), et 8.1.2. (Assurance de responsabilité civile décennale) du CCAG, au moyen d'attestations établissant l'étendue des responsabilités garanties. Celles-ci précisent la nature des risques couverts et les montants de garantie.

15 Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables (Articles 49 à 54).

16 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG - Travaux
- L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG- travaux
- L'article 13.1 déroge à l'article 19.3 du CCAG- travaux

Dressé par :

Le :

Lu et approuvé

(signature)